

Un parlementarisme autogestionnaire

Dans un livre publié au printemps dernier par les éditions du Seuil sous le titre **L'âge de l'autogestion**, Pierre Rosanvallon cherche à définir l'originalité politique et stratégique du « projet autogestionnaire », aussi bien face à la démocratie bourgeoise que face à la « démocratie populaire » (qui désigne sous la plume de Rosanvallon les régimes bureaucratiques d'Union soviétique ou d'Europe de l'Est).

Ce livre mérite attention. En effet Rosanvallon est rédacteur en chef de la revue **CFDT aujourd'hui** ; on est donc en droit de supposer qu'il systématiser une conception de l'autogestion partagée par au moins une partie de la direction cédétiste.

« Réhabiliter la dimension politique »

L'argumentation de Rosanvallon, dans toute la première partie de son livre, tourne autour d'une idée clef : « **La réhabilitation de la dimension politique** ».

Ici, l'auteur reprend à son compte une analyse à la mode selon laquelle, à travers

la social-démocratie puis le stalinisme, le marxisme aurait connu une sorte de dégénérescence « économiste », traduite par une confiance aveugle dans le développement des forces productives dont il attendait la transformation mécanique des « superstructures » politiques et culturelles.

Mais Rosanvallon pousse un peu plus loin sur cette piste. D'après lui le péché originel est inhérent au marxisme lui-même. En effet, le marxisme dès Marx aurait évacué le problème spécifique du pouvoir et escamoté la dimension propre du politique, sous prétexte du dépérissement imminent de l'Etat et de sa dissolution dans la société civile, amorcés dès la prise du pouvoir par le prolétariat : « *Parce qu'il reste un produit du XIX^e siècle aveuglé de positivisme (1) le marxisme de la maturité ne s'est jamais véritablement intéressé à la question du pouvoir en tant que telle... il limite en effet la question du pouvoir à sa conquête* » (p. 25). Et : « *C'est parce qu'ils n'ont jamais élaboré une théorie du pouvoir politique que le socialisme et le marxisme ont toujours oscillé entre la*

perspective utopique d'une fin du politique et les errements tactiques d'un pouvoir réaliste, qu'il s'agisse d'ailleurs du réalisme social-démocrate ou du réalisme bolchevique.» (p. 22).

A l'inverse, l'autogestion se présenterait comme « un réalisme démocratique », son problème serait celui des « conditions de la démocratie ». Au lieu de se limiter à « l'appropriation des moyens de production », elle se définirait comme « **l'appropriation sociale des moyens de pouvoir dans la société toute entière** » (p. 17).

Rosanvallon met ici le doigt sur une préoccupation plus que légitime pour des millions de travailleurs, à la lumière, de l'histoire du mouvement ouvrier. Nul ne peut aujourd'hui considérer la dégénérescence bureaucratique qui prit en URSS les traits du stalinisme comme un simple avatar circonscrit dans le temps et dans l'espace. Il faut bien évidemment analyser les conditions concrètes de formation de cette bureaucratie, dans le contexte de la société russe et des rapports de forces mondiaux des années 20. Mais il faut aussi dégager la portée universelle de cette première expérience de révolution prolétarienne. On peut dire que, plus une société est technologiquement et culturellement développée, plus existent les moyens de réaliser une démocratie de masse et de lutter contre la division du travail et la monopolisation du pouvoir. C'est sur ces données objectives que peut se fonder de nos jours un optimisme révolutionnaire. A condition toutefois de comprendre qu'il s'agit d'une bataille, engagée avec de meilleures chances, mais d'une bataille tout de même contre le danger bureaucratique qu'un demi-siècle d'histoire a montré structurellement lié aux données de la révolution prolétarienne, de l'URSS au Vietnam en passant par la Chine, la Corée, la Yougoslavie, et Cuba.

A ce propos, Rosanvallon a raison de dénoncer le recours compensatoire à certaines simplifications du marxisme : la bureaucratie serait un mal à prendre en patience, une péripétie pénible ; mais, si Paris valut bien une messe, le but final de la société sans classe ni Etat vaudrait bien quelques arpents de Goulag... On connaît cette vieille chanson du réalisme bureaucratique, réservée à l'occasion de chaque purge ou de chaque procès. Mais Rosanvallon a tort d'y voir le prolongement logique de la théorie marxiste du **dépérissement de l'Etat**. Entre Marx et Staline il n'y a sur ce point aucune conti-

nuité, mais bel et bien rupture et opposition. C'est à l'encontre de la théorie marxiste et de sa cohérence que Staline dut avancer sa propre version du renforcement de l'Etat, de son appareil répressif et administratif, au détriment de toute forme de **démocratie directe**. Sous prétexte de généraliser les leçons Rosanvallon extrapole sans précaution, au risque de perdre le fil d'une analyse rigoureuse du stalinisme en tant que tel.

« S'appropriier les moyens de pouvoir » ?

Rosanvallon commence donc par définir l'autogestion comme un but, un « réalisme démocratique » qui s'oppose à toute confiscation bureaucratique du pouvoir. Mais elle est aussi le moyen d'atteindre ce but. Là encore l'auteur répond à la préoccupation, réelle dans le mouvement ouvrier, d'établir une cohérence dans le rapport des buts aux moyens. On en a soupé des « fins » qui étaient censés justifier des moyens, qui devenaient mêmes leur propre fin. La volonté de voir les luttes d'aujourd'hui préfigurer le socialisme de demain n'a rien de fortuit ; elle exprime une défiance politique largement fondée sur l'expérience.

C'est à cette défiance que Rosanvallon paraît vouloir répondre en écrivant que « l'autogestion est autant une stratégie qu'un objectif ». Elle propose, ajoute-t-il « une stratégie d'appropriation des moyens de pouvoir. Elle permet de dépasser le clivage réforme ou révolution ». Ici l'affaire commence à se corser. Cette stratégie « **d'appropriation des moyens de pouvoir** » fait dresser l'oreille. On pourrait n'y voir qu'une généralité anodine, à condition que soit aussitôt précisée la nécessité de détruire la vieille machine d'Etat forgée par la bourgeoisie à son usage ; mais la précision ne vient pas.

On en devient d'autant plus méfiant devant cette prétention à dépasser « le clivage réforme ou révolution ». Là encore il pourrait être question d'une vieille querelle assez banale dans le mouvement ouvrier. Si Rosanvallon voulait seulement dire que des revendications de réformes ne sont pas en soi réformistes ou révolutionnaires, que leur sens dépend du contexte..., nous nous mettrions vite d'accord, puisqu'aussi bien nous défendons les revendications des augmentations égales de l'échelle mobile, des élections à la proportionnelle intégrale

sans penser que ces mots d'ordre portent en eux-même la transformation radicale de la société.

Mais s'il s'agit du « clivage réforme ou révolution » en tant qu'alternative stratégique, telle que Rosa Luxembourg l'a formulée dans le titre d'un célèbre pamphlet, alors la question devient cruciale. Au cœur de sa polémique avec les sociaux démocrates « réformistes », Rosa plaçait la question de l'Etat, le détruire ou l'aménager : entre les deux passe un clivage bien réel et difficilement dépassé entre réformistes et révolutionnaires. La prétention de Rosanvallon à surmonter la contradiction par la seule notion d'autogestion paraît exagérée, et presque aussitôt suspecte pour peu qu'on la rapproche de la phrase précédente qui, derrière la formule « d'appropriation des moyens de pouvoirs » introduisait la perspective d'un grignotage graduel des fonctions de l'Etat.

On hésiterait à s'engager là dans ce qui pourrait sembler un mauvais procès, si les développements ultérieurs loin de lever l'ambiguïté, ne contribuaient à l'approfondir.

Plaidoyer pour « le libéralisme politique »

En effet, l'auteur passe allègrement de la « réhabilitation de la dimension politique », à une réhabilitation du « libéralisme politique ». Il cherche secours chez Gramsci (2), à qui il prête la définition d'une société de transition au socialisme, « société politique ou le droit reste nécessaire, alors que pour Marx le droit positif s'éteignait avec l'Etat, laissant seulement subsister un droit naturel suffisant : en réalité plutôt une morale. » (p. 40)

Remarquons à ce propos que le barbouillage de philosophie des lumières parvient mal à dissimuler chez Rosanvallon une profonde méconnaissance du marxisme, plusieurs fois étalée. Ici, il prétend enfermer Marx dans la querelle entre droit naturel et droit positif, et lui faire épouser la cause du droit naturel comme aboutissement logique de l'extinction de l'Etat. De cette lecture du marxisme disparaissent, aussi bien

les classes sociales que la dialectique historique de leur lutte. Disons seulement que, pour Marx, l'homme nouveau ou total, qui est à l'horizon du communisme, sera le produit historique

d'une société consciente et non la redécouverte archéologique d'on ne sait quel sinanthrope « naturel », enseveli sous les poussières de la civilisation ; et qu'il ne saurait pas plus y avoir de retour à « un droit naturel » que de découverte d'un « homme naturel ». Bien au contraire, à l'égalité formelle du droit bourgeois qui suppose les hommes égaux de naissance et de condition, Marx oppose dans la société de transition ou socialisme un droit inégalitaire, donc un droit codifié, qui aille à l'encontre des inégalités naturelles, culturelles ou sociales. Prenons un exemple. A l'encontre de l'égalité électorale formelle résumée par le principe « un homme, une voix », la révolution russe à ses débuts donnait aux soviets ouvriers un poids supérieur aux soviets paysans : en leur accordant un député pour 50 000 votants au lieu de un pour 250 000. De la même façon nous pouvons avancer que dans une société de transition au socialisme, si la question du temps de travail et de sa réduction est en jeu, les travailleurs soumis aux travaux les plus pénibles devront avoir une voix prépondérante par rapport aux travailleurs intellectuels, aussi longtemps que la division du travail n'aura pas été radicalement modifiée pour dépasser la division travail intellectuel/travail manuel.

Où est le droit positif dans tout cela ?

On a souvent l'impression que Rosanvallon répugne aux exemples concrets, aux questions pratiques, et que son goût marqué pour le concept lui sert à emballer des marchandises plutôt suspectes. Mais ici, si la critique de Marx s'avère sans fondement, elle n'est pas gratuite pour autant. Rosanvallon procède en effet à des « réhabilitations » en chaîne. Il a commencé par vouloir réhabiliter la « dimension politique », ce qui apparaissait comme plutôt louable, encore qu'un peu général ; puis il a voulu réhabiliter « le libéralisme politique », ce qui mérite précision pour le moins ; il en est maintenant à réhabiliter le « droit positif », derrière lequel se profile déjà l'Etat correspondant, qui n'a pas grand chose d'un Etat ouvrier...

Et voici la synthèse : « Notre objet est le libéralisme politique ». Le libéralisme, défini comme doctrine politique de l'Etat de droit dans une société civile majeure, souffre d'avoir été formulé en tant que tel au début du XIX siècle, à un moment où c'est le libéralisme économique qui s'épanouissait et s'imposait. » (p. 41). Nous préférons appeler un chat un chat, et ce « libéralisme économique » qui s'épanouissait, tout

crûment le capitalisme. Ce qui choque dans le raisonnement de Rosanvallon et sa nostalgie du « libéralisme politique », c'est qu'il ne voit guère de lien entre la formulation de cette théorie et l'essor du capitalisme ; il nous explique au contraire que ce libéralisme politique a « souffert » d'avoir été formulé au mauvais moment, d'avoir été à la fois entravé et compromis par sa mauvaise rencontre avec le « libéralisme économique », qui en était pourtant, selon nous le fondement social ! Mais peut-être Rosanvallon verrait-il dans cette affirmation élémentaire une trivialité à mettre au compte des interprétations économicistes du marxisme.

Il n'en demeure pas moins qu'après un si joli morceau de bravoure universitaire, on s'attend à voir notre auteur expliquer que le Parlement et la séparation des pouvoirs étaient de fort bonnes choses sur le papier, avant que la bourgeoisie n'en fasse une sinistre réalité... Et l'attente n'est guère déçue.

1. Réduire la taille de l'Etat.

On trouve en effet quelques pages plus loin, ce développement fertile en conséquences : *« C'est l'ensemble de la société civile qu'il faut faire renaître pour qu'un corps « vivant et parlant » remplace le monde plat et silencieux façonné par le capitalisme. Elle est ensuite de réduire la taille de l'Etat en réadaptant ses tâches. L'Etat doit rendre à la société civile ce qu'il n'a cessé de lui confisquer. Cela passe par des choses aussi concrètes que la réforme de la fiscalité locale ou la désétatisation de certains moyens d'information. Mais il s'agit aussi de réadapter les tâches de l'Etat, qui de tuteur de la société et gardien de l'ordre économique bourgeois, doit devenir le pôle de la régulation sociale. Rôle qui suppose non pas un dépérissement mais un renforcement et une autonomisation de la société proprement politique comme lieu d'expression et de discussion des choix collectifs. » (p. 47).*

Il arrive, dans une discussion, que l'on hésite à s'accrocher aux mots, de peur d'ouvrir de faux procès à partir d'une maladresse ou d'un glissement de plume.

Dans ce cas pourtant, le doute n'est guère permis : si la citation est longue c'est qu'elle exprime la cohérence d'une démarche, et appelle une double interpellation.

D'abord de quel Etat parle Rosanvallon ? Quelle est sa caractéristique sociale ? L'Etat bourgeois a-t-il été détruit ? Tout dans le texte indique le contraire, puisqu'il s'agit de « réduire la taille de l'Etat », et non d'en transformer la structure après l'avoir démantelé, puisqu'on demande seulement qu'il restitue (« rende ») certaines fonctions ; et on ne voit pas en quoi la « désétatisation » de certains moyens d'information et la réforme fiscale toucheraient aux fondements du pouvoir de la bourgeoisie !

Ensuite qu'est-ce que cette « **société proprement politique** » ou cette « **véritable société politique** », que Rosanvallon nous propose de reconstituer ? Quels en sont les organes ? Quels en sont les mécanismes de représentation ? Et implique-t-elle aussi la perpétuation d'un personnel « proprement politique » ? Au moment des présidentielles de 1974, E. Maire s'était bien étonné du fait qu'une candidature Charles Piaget ait été envisagée, sous-entendant qu'un militant syndicaliste du rang n'avait pas à piétiner les plate-bandes réservées aux « politiques » ; on serait tenté de dire : aux « politiciens ».

2. Un véritable socialisme scientifique ?

« C'est dans la mesure de son réalisme que l'autogestion est un **véritable socialisme scientifique**. Elle ne fonde pas sa possibilité sur la vertu nouvelle des masses ou des chefs » (p. 57). Après avoir délimité la sphère du politique et de l'Etat pour mieux en garantir la perpétuation, Rosanvallon détache le « véritable socialisme scientifique » de la vertu des masses. Pour lui l'autogestion est une nouveauté radicale, une révolution dans la théorie politique ; il ne marchand pas ce qu'il présente comme un éloge de l'autogestion : elle est « un réalisme démocratique », une « anti-utopie », la « première doctrine politique révolutionnaire réaliste. »

Rosanvallon mélange encore deux choses pourtant distinctes. Sous prétexte de combattre une conception messianiste d'un prolétariat porteur spontanément de toutes les vertus, il définit une doctrine politique qui serait l'expression des « **conditions concrètes de progression vers un pouvoir collectif** », sans définir le moins du monde ses attaches avec la

formation de la conscience de classe. La question de la conscience de classe et de son développement est d'ailleurs la grande absente du discours autogestionnaire de Rosanvallon, et nous verrons que ce n'est ni par bêtise ni par oubli.

A lire sous sa plume la définition de cette doctrine autogestionnaire, on a l'impression d'une théorie sortie mijotée d'une université de science politique plutôt que du feu de la lutte des classes. De sorte qu'il porte la confusion à son comble en ajoutant : **« contrairement au communisme de Marx, l'autogestion ne se conçoit pas comme un mouvement naturel, elle est un mouvement lucidement choisi »**. Lucidement choisi par qui et comment ?

Rosanvallon ne manque tout de même pas d'audace en portant à Marx une critique aussi fautive. Marx est le premier à avoir expliqué par les conditions de domination que subit la classe ouvrière, le caractère non-spontané, non « naturel » de la révolution prolétarienne, et à avoir mis en évidence son caractère conscient, ou « lucidement choisi » si l'on veut. Ce caractère conscient s'exprime par la nécessité d'une théorie et d'une organisation (d'un parti) qui constitue le lien entre la théorie et la pratique, leur point d'articulation et d'échange ; ce caractère conscient d'autre part anticipe sur celui de la société socialiste qui ne serait plus régie par les lois aveugles du marché mais par une planification démocratique, c'est-à-dire par des choix collectifs lucides.

Mais Marx ne fonde pas la possibilité de cette conscience collective de classe, de cette théorie scientifique du socialisme, sur une quelconque vertu du prolétariat, mais sur les conditions concrètes de son existence, sur la place qu'il occupe dans la production et sur les conditions même de son émancipation. C'est la concentration de la classe ouvrière qui lui donne la capacité de résister et de s'organiser, c'est son rôle dans l'entreprise qui lui permet de contrôler la production et demain de la planifier.

Ainsi, le faux procès par lequel Rosanvallon fait de Marx un vulgaire populiste se retourne contre lui : en prétendant mettre le réalisme de son côté sans montrer en quoi l'élaboration d'une théorie révolutionnaire est liée à la formation de la conscience de classe dans la pratique des luttes, il ne rejoint en fait que l'académisme abstrait des castes politiques d'hier et d'aujourd'hui.

Pour mesurer la portée concrète de ces dérapages, il faudrait que Rosanvallon se

risque dans le domaine de la pratique, dont il se tient au contraire sauf exceptions à prudente distance.

3. Critique de la démocratie directe.

Contre les périls bureaucratiques, Rosanvallon affirme avec énergie que, « pour l'autogestion, la qualité démocratique du processus de décision ne saurait être tenue comme moins importante que la finalité démocratique du pouvoir » (p. 64).

Après une déclaration aussi catégorique dont nous partageons la préoccupation, nous attendrions de l'auteur qu'il s'engage dans une définition précise de la « qualité démocratique » en question. Mais la page suivante est aussitôt consacrée à une mise en garde contre les limites de la démocratie directe : **« Dans les faits, la démocratie directe comme expression immédiate d'un groupe n'existe que grâce à l'agent d'unification qu'est l'événement ayant provoqué le rassemblement. Elle n'est donc que momentanée. »**

Avec une affirmation aussi péremptoire sur le caractère strictement ponctuel de la démocratie directe, Rosanvallon évite de se prononcer sur les responsabilités pratiques du mouvement ouvrier organisé quant à l'exercice de la démocratie : **partis et syndicats doivent-ils impulser des assemblées et en reconnaître la souveraineté ? Quelle doit être la forme de la démocratie dans le syndicat (droit de tendance ou non, quel type de tendance) ? Quelle bataille contre les exclusives politiques implique la reconnaissance du pluripartisme ?** De tous ces problèmes, qui sont notre lot quotidien, pas un mot. Il évite également de rendre compte des **mouvements concrets et actuels d'auto-organisation** qui illustrent des médiations vers une démocratie directe (qui ne signifie pas une démocratie d'assemblée permanente) fondée sur le contrôle et la révocabilité des délégués, sur la souveraineté inaliénable des organes de base : **rien sur les comités de grève, rien sur les conseils de délégués en Italie, rien sur l'expérience des commissions de travailleurs au Portugal, rien sur le débat au sein des commissions ouvrières espagnoles. Rien et trois fois rien...**

L'inquiétude quant à cette « société proprement politique » que nous promettait Rosanvallon ne peut qu'augmenter. D'autant plus qu'il précise : « pour redistribuer le pouvoir, l'autogestion redistribue les lieux du pouvoir. L'autogestion corrige le principe de la délégation et de ses imperfections par celui de la **décentralisation** du pouvoir au niveau le plus bas possible et par celui de la mobilité institutionnelle de la société. » (p. 79). Redistribuer les lieux du pouvoir ? Encore faut-il avoir conquis au préalable ce pouvoir hautement centralisé et nullement prêt à se laisser « redistribuer ». Sur les moyens et les formes de cette conquête, Rosanvallon reste toujours aussi muet, de sorte que sa conception de la décentralisation du pouvoir risque de ne pas dépasser les idéaux réformistes de la régionalisation et de la démocratisation communale.

Ce soupçon se précise lorsqu'on lit un peu plus loin : « **La reconquête de la société civile se fera probablement en France d'abord hors de l'entreprise et ce n'est qu'à un certain stade de déséquilibre global que les changements dans l'entreprise pourront s'accélérer à leur tour.** » (p. 102).

Voici un pronostic lourd de conséquences.

Il en résulte en effet, si on le prend au sérieux, que l'auteur n'envisage pas la conquête du pouvoir (si toutefois il l'envisage) dans la perspective d'une grève générale où les producteurs organisés sur les lieux de travail constitueraient l'épine dorsale d'un nouveau pouvoir qui leur soit propre. Il privilégie au contraire la reconstitution d'un « **tissus associatif** » hors de l'entreprise, qui pourrait prendre la forme de comités de locataires et d'associations de consommateurs, jouant - pourquoi pas - un rôle complémentaire par rapport à un Parlement rénové... Le profil de la « société proprement politique » se précise pas à pas.

Nous serions fondés à en déduire sans interprétation abusive, que Rosanvallon, responsable d'une revue syndicale, cantonne le mouvement syndical dans ce rôle non négligeable de « reconstitution du tissu associatif » tout en déléguant aux partis politiques (de gauche) les fonctions « proprement » politiques, qui dès lors s'identifient avec leur pratique traditionnelle sur le terrain électoral et parlementaire.

Ajoutons que le « réalisme démocratique » auquel prétend Rosanvallon

n'est pas démontré pour autant, puisque nulle part l'Etat existant, l'Etat bourgeois, qui est la forme organisée du pouvoir du capital n'est analysé concrètement, dans ses mécanismes et ses attributions, dans ses racines et ses moyens de défense. Rosanvallon s'en tient au domaine du concept le plus désincarné, sans jamais faire intervenir l'analyse des exemples historiques les plus récents, celui du Chili ou celui du Portugal. Il refuse obstinément de se salir les mains ou la plume en touchant à une réalité aussi triviale.

Pire, il s'efforce de dissimuler ce qui fonde la cohérence de la société capitaliste, et les rapports de forces grâce auxquels elle se perpétue. Ainsi, au lieu d'analyser la propriété privée des moyens de production comme un rapport social, il l'analyse, dans le droit fil du jurisme bourgeois, comme un rapport juridique. La propriété privée n'est plus le résultat de l'expropriation des prolétaires et le fondement de l'exploitation de leur force de travail, mais le cumul abusif, la somme d'un certain nombre de droits : « droit d'user de la chose », « droit d'en percevoir les revenus », « droit d'en disposer et de l'aliéner ». Comme il n'établit aucun lien entre la propriété privée des moyens de production et la nature de classe de l'Etat qui y correspond, comme il prévoit une « progression du pouvoir collectif » passant d'abord en dehors de l'entreprise, **Rosanvallon ne parle ni de la destruction de l'appareil d'Etat bourgeois, ni de la socialisation des moyens de production ; il préfère parler de « dépropiation » (c'est le terme qu'il emploie), c'est-à-dire de l'éclatement et la redistribution des différents droits qui, regroupés forment le droit classique de propriété.** Comme si la propriété capitaliste ne formait pas un tout que l'on se propose d'abolir, mais un assemblage qu'il s'agit seulement de démembrer !

« une stratégie de l'expérimentation »

Eludant de façon systématique la question du renversement de la bourgeoisie et de la destruction de son Etat, Rosanvallon n'éprouve pas le besoin d'aborder concrètement la construction d'un pouvoir révolutionnaire. Résumant sa proposition stratégique, il la définit lui-même comme « **une stratégie de l'expérimentation** » : formule vague, délibérément pragmatique

sous prétexte de réalisme, qui confirme une vision de conquête (d'occupation ?) graduelle du (des ?) pouvoirs.

La notion de « crises révolutionnaire » n'apparaît nulle part, et pour cause, puisque l'auteur prétend dépasser « l'alternative réforme ou révolution pour poser la transformation sociale comme un processus où s'articulent les contradictions propres du système et les évènements producteurs du changement. »

Tout se tient : après avoir répudié à travers la « démocratie directe » les formes d'auto-organisation qui seraient la vertèbre d'un double pouvoir, l'auteur élimine la crise révolutionnaire, la prise du pouvoir conçue comme un affrontement, comme un acte politique.

Avec la « stratégie de l'expérimentation », il prétend résoudre un problème selon lui impensable dans les termes de la théorie marxiste, celui de la transition. Il reproche à cette théorie de raisonner en termes de structures (modes de production) dont on ne pourrait concevoir l'enchaînement. Il lui reproche aussi de sous-estimer le rôle de l'évènement ; et enfin d'inscrire l'histoire dans une conception linéaire du temps.

Rosanvallon propose donc de remédier à ces lacunes.

D'abord en privilégiant la notion d'institution au détriment de celle de structure : « l'institution, c'est à la fois de l'institué (de l'ordre établi, des normes reconnues) et de l'instituant (de la contestation, du neuf en train de germer) ». En ce sens, l'entreprise, aussi bien que l'école ou l'hôpital, serait une institution ou la capacité de contestation des travailleurs, leurs luttes syndicales par exemple, tiendrait le rôle « d'instituant » face à l'institué, le profit accumulé sous forme de capital. Plus généralement, dit Rosanvallon, « on peut assimiler la dialectique permanente institué/instituant à la dialectique de l'action gouvernementale et de l'action de masse. » On ne peut être plus clair. C'est ériger explicitement le mouvement de masse en force de contestation et de pression, en facteur de rénovation, sans remettre en cause la société « proprement politique », celle de l'action gouvernementale qui intègre ces apports sans jamais devenir l'émanation directe du mouvement de masse. Et pour cause, puisque Rosanvallon ne croit pas à la démocratie directe, donc à un pouvoir alternatif des travailleurs eux-mêmes. Le

vocabulaire de « la stratégie de l'expérimentation » et de l'institution ne sert en somme ici qu'à habiller de neuf une apologie vieillotte du réformisme pour qui le syndicalisme proteste alors que le Parlement décide. Tous les détours idéologiques, toutes les arabesques théoriques de Rosanvallon ramènent inexorablement à cette platitude social démocrate et confirme son option en faveur d'une sorte de parlementarisme « autogestionnaire ».

Nous ne nions pas, loin de là, la complexité stratégique de la révolution prolétarienne et la tentation simpliste de la réduire à son dénouement : le moment où deux pouvoirs s'affrontent et où l'histoire bascule, celui de la prise du Palais d'hiver, de l'entrée des guerilleros à La Havane ou de la chute de Saïgon. Si nous pensons que la perspective stratégique de la grève générale insurrectionnelle doit guider l'ensemble de notre pratique, c'est qu'elle donne cohérence à une série de choix ; à l'effort pour développer l'auto-organisation des travailleurs, l'auto-défense, l'antimilitarisme... Même si nous savons que le cours de la lutte peut être infiniment plus tortueux et inattendu, nous avons besoin de ce fil conducteur qui tienne compte de l'analyse du capital et de son pouvoir comme de l'histoire du mouvement ouvrier. Mais nous savons aussi que, dans la période de crise, où les contours de classe se précisent, les organes soviétiques (comités et conseils) ne pourront se généraliser que si les conditions en ont été préparées longuement par des expériences ponctuelles, par les luttes, par la pratique quotidienne des organisations ouvrières. La crise révolutionnaire est un moment certes décisif, mais seulement un moment d'une lutte prolongée par laquelle le prolétariat affirme sa candidature au pouvoir et son rôle de direction dans tous les domaines de la lutte sociale, aussi bien sur le terrain culturel que sur le terrain plus directement politique.

Nous savons aussi que les questions de la transition au socialisme ne sont pas réglées par la crise révolutionnaire et la prise du pouvoir politique. La question des alliances, des priorités économiques de la diplomatie dans un contexte international encore dominé par l'impérialisme continuent à poser des problèmes fort concrets.

Mais, loin de penser la construction du pouvoir prolétarien et la transition au socialisme, Rosanvallon les escamote derrière une phraséologie prétentieuse.

Dans la mesure même où il minimise la conscience de classe et combat la démocratie directe, il est amené à invoquer un *deus ex machina* comme moteur de l'histoire : « l'évènement » prend tout à coup un poids autonome : « la réalité sociale est justement faite d'évènements fondateurs comme Lip ou Mai 68... C'est la parole et le désir d'être autrement qui créa Mai 68 qui, sinon se serait résumé à une grande grève ouvrière et à une vigoureuse protestation étudiante... » Excusez-nous du peu. La confusion est à son comble : Rosanvallon, sous prétexte de combattre une conception linéaire du temps et de réhabiliter l'évènement, en vient à définir des **évènements fondateurs**, parmi lesquels Lip ou Mai 68 pèsent du même poids puisque l'instrument de mesure n'est plus le caractère social des forces mobilisées l'élévation de la conscience politique, mais une certaine charge d'inspiration ou de désir.

Plan et marché : une question de méthodologie mathématique ?

Dans la même logique, Rosanvallon aborde enfin l'un des problèmes clefs de la transition, celui de la planification. Mais il est désormais prisonnier de sa mécanique idéologique. Ayant préalablement combattu, au nom d'un réalisme qui accorde bien peu de crédit à la classe ouvrière (mais Rosanvallon n'a-t-il pas pris soin de préciser que l'autogestion comme réalisme démocratique n'a pas à miser sur la vertu des masses ?), la démocratie directe, il est bien en peine de penser une planification démocratique mobilisant une volonté collective.

Dès lors la controverse entre le Plan et le marché perd de sa signification sociale : elle n'exprime plus des rapports de classe différents, mais des efficacités et des mérites comparables d'un point de vue technique et arithmétique. Ce que Rosanvallon exprime d'ailleurs le plus crûment du monde : « Comme technique de rationalisation des choix et d'optimisation économique, la planification peut ainsi difficilement être opposée à l'économie de marché en tant que système réglé par la loi de la valeur. On doit à ce niveau débarrasser la question des rapports marché plan de tout aspect

idéologique : il ne s'agit à la limite que d'une question de méthodologie mathématique ». (p. 139). Ce qui serait vrai, si l'on s'en tenait à comparer dans l'abstrait les modèles mathématiques d'une planification absolue avec ceux d'une concurrence absolue, en éliminant les variables qualitatives introduites par les intérêts de classes et les choix conscients qui en découlent dans le cas d'une planification fondée sur l'autodétermination des producteurs associés et non sur un décret bureaucratique. Dès lors, Rosanvallon peut bien parler encore de planification autogérée... ; on ne voit plus quel est le contenu concret de cette autogestion d'où la démocratie directe a été préalablement exclue.

Pour nous résumer, quelle signification peut avoir l'entreprise théorique de Pierre Rosanvallon ?

Face à la montée des luttes ouvrières en Europe et surtout à l'approche d'échéances politiques où le problème du pouvoir se trouvera posé, il s'efforce de forger l'idéologie cohérente qui manque à la direction de la CFDT, puisqu'aussi bien elle a répudié ses origines confessionnelles sans accepter la théorie marxiste de la lutte de classe.

En fait Rosanvallon nous livre une compilation éclectique, allant de la philosophie des lumières à toutes les tocadés universitaires en cours, dont le résultat n'est jamais qu'une arlequinade sans consistance, incapable de résister à l'épreuve de la pratique. C'est pourquoi, malgré sa prétention répétée au réalisme, Rosanvallon esquive avec constance les problèmes d'intervention concrète. Rien de précis sur les rapports avant-garde masses, sur les rapports partis-syndicats, rien sur sa conception de la démocratie syndicale et ses rapports à la démocratie ouvrière, rien sur les revendications et leurs rapports aux formes de lutte (deux cents pages sur « l'âge de l'autogestion », et pas un mot sur la réduction du temps de travail !). Au point qu'on peut se demander en fermant le livre où est passée dans tout cela la classe ouvrière et ce qu'il est advenu de ses luttes.

Au fil des pages en revanche, au fur et à mesure que l'auteur tourne le dos à la destruction de l'Etat bourgeois, s'en prend à la démocratie directe, évacue toute analyse de la conscience de classe et des organisations qui l'expriment, son projet politique prend tournure.

De sorte que nous pouvons reprendre à notre compte la question que pose Daniel Lindenbergh à la fin d'un article pourtant élogieux de la revue Faire (n° 11) sur le livre: « **Là est la vraie question que j'aimerais poser à Pierre Rosanvallon ou à travers lui à Jacques Julliard, E. Maire et aux nombreux militants qui les suivent: le travaillisme qui est au pouvoir en Grande-Bretagne (dans des conditions historiques toute différentes, mais enfin pour l'essentiel c'est ce modèle qui fonctionne là-bas, le syndicalisme comme appareil de**

contrôle de la société civile coopérant avec l'Etat quand le parti des trade-unions est au pouvoir, en freinant ou bloquant à son gré le fonctionnement quand ils sont dans l'opposition) est-il l'idéal qu'ils proposent aux travailleurs français ? ».

C'est aussi ce que nous voulions dire, en parlant à propos du livre de Rosanvallon d'une sorte de **parlementarisme autogestionnaire**, qui n'est pas la même chose que l'autogestion socialiste pour laquelle nous luttons.

**Bibliographie sommaire correspondant à l'article de J. Nicolas
« la Question homosexuelle » p 86.**

- FHAR — **Rapport contre la normalité** —, Champ libre, Paris, 1971.
 Hocquenghem Guy — **Le Désir homosexuel** — Editions universitaires, Paris 1972.
 Altman Dennis — **Homosexuality : Oppression and liberation** — 1971.
 Lauritsen John, Thorstad David — **The Early Homosexual rights Movement (1864-1935)** — Times Change Press, 1974.
 Mc Cubbin Bob — **The Gay Question** — World View Publishers, 1976.
 Weeks Jeffrey — « **Where Engels Feared to Trea** » in **Gay Left** n° 1, 1975.

Je désire recevoir 10 numéros de la revue **Critique Communiste**. Je joins à ce bulletin :

— la somme de 80 F (abonnement simple).

— la somme de soutien de 100 F (ou davantage - abonnement de soutien)

ABONNEMENT

Sommaire N° 3

- Denis Berger** - De Napoléon le petit aux Bonapartes manchots. Remarques sur l'état et le bonapartisme à notre époque.
- J.-M. Polron** - De de Gaulle à Giscard. Crise de l'état fort et crise du bonapartisme.
- Michel Lequenne** - Cette armée qui dévore l'état.
- Carlos Rossi** - Qu'est-ce que la MFA ? Ou aventures d'un appareil d'état détraqué.
- Henri Weber** - Les partis stalinien et leur devenir.
- M. Holubenko** - La classe ouvrière soviétique.

Sommaire N° 5

- Denis Berger** - Le Parti Communiste Français entre le réformisme et le désarroi.
- Michel Lequenne** - Sur un pronostic de Trotsky.
- Christian Leucate** - Sur la crise du stalinisme.
- Denis Pingaud** - Le Parti Communiste Italien : Un parti • stalinien national •.
- Serge Depaquit, Philippe Robrieux, Alain Krivine** - Où vont les partis communistes d'Europe occidentale ?
- Pierre Franck** - Lettre.

Sommaire N° 6

- Antoine Arthous, Daniel Bensaid** - « Que faire ? » (1903) et la création de la Ligue Communiste (1969).
- Henri Weber** - Stalinisme et métaphysique.
- Pierre Rousset** - Stalinisme, centrisme et « Communismes nationaux ».
- Denise Avenas, Jean Nicolas** - La perversion, l'amour, la révolution.
- Camille Scalabrino** - Que faire de la psychanalyse ? Ou pourquoi la publier ?
- Denis Berger** - Cours militant, le surrealisme est derrière toi !...
- Alain Joxe** - La crise de l'armée française et les révolutionnaires.
- Hector Léon** - Ennuis de scaphandre ou Badiou et la contradiction.

Sommaire n°7

- Hans Magnus Enzenberger** - Une critique de l'écologie politique 5
- A.T. sur un livre de H. Rothmann** : Pollution : meurtrière providence 43
- Jean-Paul Deléage** : La nature : un paradigme introuvable 55
- Jean-Marie Dumont** : Environnement et luttes urbaines 101
- Michel Lequenne** : Continuité et discontinuité du « lambertisme » 120
- Contribution à l'histoire d'une dégénérescence 126

SOMMAIRE N° 8/9

- Henry Weber** : Transition au socialisme : sur quelques points de clivage dans le débat en cours 1
- L'extrême gauche italienne entre l'« autonomie ouvrière » et le PCI 61
- Jacques Julliard** : Réponses à la Ligue Communiste 23
- Lucio Magri** : Sur la stratégie révolutionnaire en Italie 123
- Ernest Mandel** : Sur quelques problèmes de la stratégie révolutionnaire en Europe Occidentale 135

